



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité SEMAINE DU 13 AU 19 MAI 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	8
ASIE – PACIFIQUE.....	16
EUROPE	18
PROCHE & MOYEN ORIENT	23
RUSSIE	26



AFRIQUE

NIGER : 28 SOLDATS NIGERIENS TUES DANS UNE EMBUSCADE

Ce mardi 14 mai, une colonne motorisée des Forces armées nigériennes (FAN) a été très violemment prise à partie par des djihadistes lourdement armés, alors qu'elle faisait mouvement dans la région de Tillabéri, dans l'ouest du pays, près du village de Tongo Tongo et de la frontière malienne.

Tout porte à croire que l'embuscade résulte d'une opération méthodiquement planifiée en deux temps. L'opération djihadiste avait débuté la veille par l'attaque de la prison de haute sécurité de Koutoukalé, à 50 km au nord de la capitale Niamey. Il s'agit du principal centre de détention du Niger où sont emprisonnés des djihadistes issus des différents groupes armés terroristes implantés au Sahel. Un garde national nigérien avait alors été tué, mais l'attaque repoussée par les forces de sécurités nigériennes et les assaillants se sont repliés vers Tillabéri, entraînant derrière eux les FAN lancées à leur poursuite.

Le lendemain, aux alentours de 15 heures, la colonne de la 122^e compagnie spéciale d'intervention (CSI), qui avait reçu pour mission de les intercepter, arrive aux abords du village de Balley Beri. C'est alors que le véhicule de tête saute sur un IED. Immobilisée, la colonne nigérienne est prise sous le feu ennemi. Des djihadistes embusqués lancent alors un assaut meurtrier et s'ensuit une fusillade. Selon l'armée nigérienne, d'après des témoignages de survivants, une centaine de djihadistes ont participé à l'embuscade, transportés par 4 à 5 véhicules et une vingtaine de motos. L'unité nigérienne n'a pas été en mesure de demander un soutien aérien à la force Barkhane, car plusieurs antennes relais téléphoniques avaient été saccagées une semaine auparavant. Les combats d'une rare violence vont durer plus de deux heures. Le bilan des pertes fait état de 28 morts dans les rangs nigériens, dont l'officier commandant l'unité, le lieutenant Djibrilla Hassane.

L'attaque a été revendiquée par l'État islamique au grand Sahara (EIGS) qui opère dans le Tillabéri. Le gouvernement nigérien a décrété un deuil national de trois jours à compter du 16 mai. Le 4 octobre 2017, quatre soldats des forces spéciales américaines et cinq militaires nigériens avaient déjà été tués par des djihadistes



venus à bord d'une dizaine de véhicules et d'une vingtaine de motos à hauteur de Tongo Tongo, non loin des lieux de l'attaque du 14 mai 2019. Le commando américano-nigérien n'avait à l'époque pas été décimée grâce à l'intervention des forces spéciales françaises de l'opération Sabre, hélicoptères sur zone pour le secourir.

MALI : UN SOLDAT FRANÇAIS LEGEREMENT BLESSE PAR UN IED

Ce mardi 14 mai, dans la région de Tessalit au nord du Mali, un véhicule de l'avant blindé (VAB) de la force Barkhane a été la cible d'une attaque djihadiste au moyen d'un engin explosif improvisé (IED).

Un militaire français a été légèrement blessé dans l'explosion qui a frappé son véhicule. Selon l'État-major des armées, son état n'inspire aucune inquiétude.

BURKINA FASO : 24 COMMANDOS ONT PARTICIPE AU COMBAT DE GOROM-GOROM

Selon les informations de L'Opinion, un total de 24 commandos du Commandement des opérations spéciales a participé à l'opération du 10 mai dernier, dans la localité de Gorom-Gorom au Burkina Faso, qui a coûté la vie aux premiers maîtres Cédric de Pierrepont et Alain Bertoncetto.

Outre le Commando Hubert (section B), des opérateurs issus du 1^{er} Régiment parachutiste d'infanterie de marine (1^{er} RPIMa) et du Commando parachutiste de l'Air n°10 (CPA10) ont également été engagés dans l'assaut final qui a permis la libération de quatre otages.

MALI : DEUX ATTAQUES CONTRE DES CASQUES BLEUS FONT UN MORT ET TROIS BLESSES

Samedi 19 mai, deux attaques ont été perpétrées contre la Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), à Tombouctou dans le centre du pays et à Tessalit au nord. La première est une attaque armée et la seconde est une attaque à l'engin explosif improvisé (IED). Dans cette dernière région, une attaque



similaire avait déjà visé mardi un véhicule français de la force Barkhane, faisant un blessé léger.

À Tombouctou, un Casque bleu nigérian est décédé des suites de ses blessures dans une attaque armée menée par des assaillants non identifiés. Un second soldat nigérian a été blessé, a annoncé le secrétariat général de l'ONU.

Près de Tessalit, trois Casques bleus tchadiens ont également été blessés lorsque leur véhicule a été la cible de l'explosion d'un IED.

La MINUSMA est la mission la plus coûteuse en vies humaines des opérations en cours de maintien de la paix de l'ONU, avec plus de 190 morts depuis son déploiement en 2013, dont plus de 120 dans des actes hostiles, soit plus de la moitié des Casques bleus tués dans le monde depuis cinq ans.

MALI : LA CHINE DEPLOIE 400 CASQUES BLEUS

À compter du mardi 14 mai, 413 militaires chinois sont déployés au Mali au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Le contingent chinois se compose d'une unité de garde de 210 hommes, d'une unité du génie qui regroupe 140 sapeurs et ingénieurs militaires, et d'une unité médicale de 63 soignants. Il s'agit de la septième rotation des troupes chinoises déployées au Mali sous mandat de l'ONU. Outre leur mission de maintien de la paix, elles doivent également contribuer à des actions dans le domaine de la santé et participer à la construction de routes et d'aéroports au Mali.

La MINUSMA fut créée en vertu de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies en avril 2013 afin de soutenir les autorités politiques à œuvrer pour la stabilité du pays.

TOGO : LE GOUVERNEMENT PREND LA MESURE DE LA MENACE DJIHADISTE

La veille de la fête nationale, le 26 avril 2019, le président Faure Gnassingbé avait



pour la première fois déclaré lors de son discours sur l'état de la nation l'arrestation de terroristes sur le territoire togolais.

Jusqu'à là silencieux sur la menace djihadiste, l'État togolais a changé de stratégie à la veille des élections locales qui doivent se tenir le 30 juin. Les médias pro-pouvoir reflètent ce changement : plusieurs articles sont désormais consacrés à la « stratégie djihadiste » et encensent la réaction du gouvernement. La dégradation de la situation sécuritaire au Bénin et l'enlèvement de deux français dans le parc de la Pendjari ont pu forcer les autorités à vouloir rassurer la population.

Mercredi 15 mai, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à la sécurité intérieure. Selon le communiqué officiel, de nouveaux outils juridiques doivent être mis en place prochainement pour permettre à l'exécutif de réagir face à la menace terroriste ainsi qu'aux « groupes radicaux ». Un comité interministériel de prévention de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV) a également été créé : placé en appui des forces de défense et de sécurité, il est composé de 15 membres issus des ministères de la Sécurité, de la Défense ainsi que des représentants de la société civile et religieuse. Au nord, les patrouilles sont renforcées sur les frontières et aux points de rassemblement.

Malgré ces annonces, la presse d'opposition s'est surtout attardée sur le changement des préconisations du Ministère français des Affaires étrangères, lequel a adopté selon elle une posture exagérément alarmiste. La moitié nord de la région des savanes est désormais déconseillée sauf raison impérative jusqu'à Nadoba, tandis qu'au-delà de Dapaong le long de la frontière septentrionale la zone est formellement déconseillée. Ces changements interviennent dans un contexte politique tendu, où l'opposition et le gouvernement se placent dans la perspective de la présidentielle de 2020.

SOUDAN : VERS UNE TRANSITION DIFFICILE

Au Soudan, plusieurs mois de contestations sur fond de crise économique majeure et ponctuées de violences avaient conduit à la destitution du président Omar el-Béchir, au pouvoir depuis une trentaine d'années. En dépit des espoirs nourris par l'occupation de la place centrale de Khartoum, face au siège de l'armée régulière le 6 avril dernier, puis du renversement du régime soudanais par l'armée le 11 avril,



marquant la fin de trente ans d'inertie, civils comme militaires semblent dans l'incapacité de trouver un accord sur les modalités de transition.

Mercredi dernier, les négociations entre l'alliance pour la liberté et le changement (ALC), principale voix des civils, et les militaires dirigés par le général Abdel Fattah Abdelrahman Bourhan avaient été suspendus par ces derniers en attendant la levée des barricades installées sur la place de Khartoum par les civils, ce qui fut chose faite vendredi dernier, sous réserve d'être réinstallés en cas de désaccord persistant. La pomme de discorde entre civils et militaires réside dans la composition du futur conseil souverain, institution clé dans les futures négociations pour la transition. D'un côté, les civils soutenus par la communauté internationale se refusent à voir un conseil composé à majorité par les militaires, de l'autre, les militaires souhaitent restés en majorité dans ce futur conseil. Cette question devrait être abordée dimanche soir, comme annoncé par les militaires samedi dernier suite à la levée des barricades.

À cette annonce avait suivi celle de la fin de l'encadrement du « *sit-in* » des manifestants par les forces d'interventions rapides du général Mohamed Hamdan Dagalo dit Hemeti, le numéro 2 du conseil militaire. Cette force constitue pour l'heure la plus importante milice du pays et son chef, une personnalité plus que controversé dans le pays. Ancien fidèle du président déchu Omar El-Béchar, il aurait pris part avec sa milice aux massacres des populations du Darfour dans les années 2000. De même, ses hommes sont accusés d'avoir ouvert le feu sur les manifestants de Khartoum. Ce qui ne l'empêche pas pour l'heure d'être considéré comme un des hommes forts de la transition.

Cette transition, si elle aboutit, devrait laisser place sous trois ans à la constitution d'un parlement de 300 membres, dont les deux tiers issus de l'ALC comme convenu avant la suspension du dialogue. Alors même que la question n'est pas encore réglée, des contestations se font déjà sentir, comme en témoigne la manifestation d'islamistes organisée dans la soirée de samedi après l'Iftar, la rupture du jeûne du ramadan. Ces derniers redoutent l'abandon de la charia, la loi islamique, appliquée au Soudan depuis le coup d'État d'Omar El-Béchar en 1989 qu'une partie de ces derniers avaient soutenu. Cette proximité avec le pouvoir renversé risque en effet de les marginaliser dans les négociations à venir.

L'espoir des premiers jours s'est rapidement dissipé laissant place à une réalité



complexe, dans laquelle rien n'est encore acquis pour les civils. Toutefois l'échiquier politique n'est pas encore fixé, autorisant encore une certaine marge de manœuvre. Pour eux comme pour les autres forces revendicatrices du pays.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

CREATION D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX ENTREPRISES DE LA BITD AMERICAINE

Le Pentagone se montre très préoccupé par l'offensive économique chinoise consistant à créer des fonds d'investissement au fort pouvoir d'attraction pour les entreprises américaines, y compris celles qui opèrent dans des secteurs sensibles (Google en matière d'intelligence artificielle notamment) car il s'agit parfois de start-ups en quête de financement. En effet, si les partenariats avec Pékin sont financièrement intéressants pour les firmes américaines, le Pentagone s'inquiète des risques qui en découlent, à la fois en matière de sécurité et d'autonomie stratégique, comme en témoigne la tentative - bloquée par le Comité sur l'investissement étranger - de rachat d'un fabricant américain majeur de puces électroniques par un fonds d'investissement chinois. Par conséquent, Ellen Lord, directrice des acquisitions au sein du Département de la Défense, a annoncé la création d'un programme intitulé *Trusted Capital Marketplace* qui constitue un mécanisme de partenariat public-privé qui servira à flécher des sources sûres de financement privé en direction des petites et moyennes entreprises participant à la base industrielle et technologique de défense (BITD) américaine. Peu de détails sont encore disponibles sur le programme mais il devrait fonctionner comme une plateforme permettant de mettre en relation des investisseurs choisis et les entreprises de la BITD en recherche de financement. Ce dispositif pourrait être particulièrement bénéficiaire aux petites structures.

TENSIONS ENTRE WASHINGTON ET TEHERAN : DONALD TRUMP TENTE DE CALMER LE JEU

Vendredi 10 mai, le Pentagone a approuvé le déploiement dans la zone d'opérations du *Central Command* d'un système de missile antiaérien/antimissile *Patriot* ainsi que du navire amphibie (*Landing Platform Dock*) *USS Arlington* - qui transporte des *Marines*, des forces spéciales, des véhicules amphibies, du matériel de débarquement mais aussi des hélicoptères de soutien et d'assaut. Ces nouvelles capacités vont rejoindre le groupe aéronaval de l'*USS Abraham Lincoln* et la flotte de bombardiers *B-52* dans le golfe Persique. L'*US Air Force* a également commencé à effectuer des missions de dissuasion au-dessus du Moyen-Orient dès le samedi 11 mai. Ces sorties ont été effectuées par des *F-15C Eagles* depuis une base dont la



localisation n'est pas connue (potentiellement celle d'al-Udeid au Qatar). Ces déploiements et missions se justifient selon Washington de par des renseignements sur une possible action iranienne contre les intérêts des Etats-Unis : des informations auraient suggéré une attaque contre des structures diplomatiques américaines en Irak, à Bagdad et à Erbil. De la même manière selon certaines sources l'Iran se préparait à monter des lance-missiles/lance-roquettes sur des navires de petite taille afin de les déployer dans le Golfe. Enfin, un ordre de l'ayatollah Khamenei au Corps des Gardiens de la Révolution islamique et à l'armée iranienne aurait été interprété par le renseignement américain comme potentiellement menaçant pour l'armée et le personnel diplomatique américain. L'ensemble explique le retrait du personnel diplomatique dit non-nécessaire des missions américaines à Bagdad et Erbil, mercredi dernier.

Cependant, le ministre des Affaires Étrangères iranien, alors à Tokyo, a rappelé qu'une escalade de violence avec les Etats-Unis n'était pas souhaitée. Et l'ayatollah Khamenei a expliqué mardi dernier que l'Iran ne cherchait pas à entrer en guerre contre les Etats-Unis avant d'ajouter que Téhéran ne négocierait pas un autre accord nucléaire avec les Américains : selon lui, « la nation iranienne a choisi la voie de la résistance ». Le commandant du Corps des Gardiens de la Révolution islamique a, quant à lui, qualifié ces déploiements de manœuvres de « guerre psychologique », rappelant également que l'armée américaine est toujours en mouvement et que le golfe Persique reste un lieu de transit important pour celle-ci. Il est vrai que les Américains déploient souvent des bombardiers et des porte-avions dans la région, bien que la présence d'un porte-avions ne soit plus permanente. De leur côté, les Européens s'inquiètent et mettent en garde contre une escalade des tensions qui pourrait involontairement mener à un conflit ouvert notamment alors que l'Iran ne contrôle pas toujours complètement les milices à son service. En effet, les experts américains avancent l'idée selon laquelle des mercenaires sympathisants ou même au service de l'Iran seraient à l'origine du sabotage de plusieurs pétroliers saoudiens au large des côtes des Emirats Arabes Unis. Cette idée est bien entendu rejetée par l'Iran. Les Saoudiens ont aussi accusé Téhéran d'être responsable de la frappe par drone contre un oléoduc sur leur territoire. Les Houthis, rebelles yéménites zaidites (une branche du chiïsme) soutenus par l'Iran, ont d'ailleurs revendiqué l'attaque sur l'oléoduc saoudien. Cet incident a poussé des journaux du royaume à appeler des frappes chirurgicales américaines en Iran.

Donald Trump, de son côté, souhaite discuter avec son homologue iranien Hassan Rouhani alors qu'il soupçonne ses plus proches conseillers, Mike Pompeo et John Bolton, de vouloir lancer les Etats-Unis dans un conflit armé direct avec Téhéran. Or, Donald Trump qui critique depuis longtemps le coût des opérations extérieures et souhaite le retour des troupes américaines déployées à l'étranger (comme il l'a



montré en Syrie et en Afghanistan), préfère une approche diplomatique. Il souhaiterait négocier un nouvel accord pour remplacer celui de Vienne sur le nucléaire dont les Etats-Unis se sont retirés l'an dernier. A cet égard, Donald Trump espérait que le retrait américain du *JCPOA* se solderait par la fin de ce dernier, ouvrant alors la voie à la négociation d'un nouvel accord plus strict, portant vraisemblablement à la fois sur le nucléaire et sur les capacités balistiques de Téhéran. Il semblerait donc que le Président américain ne souhaite pas suivre les conseils de son Conseiller à la Sécurité Nationale, John Bolton et souhaite surtout éviter de se lancer dans la planification d'une opération de « changement de régime » en Iran comme avait pu le prévoir le gouvernement américain en 2003 contre Saddam Hussein. Pour l'instant, Donald Trump reste sur cette position mais pourrait changer d'avis si les Iraniens agissaient contre les Etats-Unis. Il faut tout de même noter que les différends entre le Président et ses conseillers restent des divergences d'opinions et ne symbolisent probablement pas une fracture au sein de la politique moyen-orientale américaine.

De même au Congrès, les Démocrates, soutien traditionnel des pressions américaines contre l'Iran, soulèvent des questions concernant les menaces identifiées par les services de renseignement mais aussi sur les déploiements en nombre dans le Golfe. En effet, s'ils soutiennent l'idée d'un Iran encadré et surveillé, ils ne veulent pas entrer en guerre avec Téhéran. Le président démocrate du *House Armed Services Committee*, Adam Smith, a effectivement qualifié les déploiements au Moyen-Orient de « profondément préoccupants » car le Congrès n'a pas réussi à recevoir une justification pour ceux-ci. Mais de son côté, le représentant républicain le plus haut placé au sein du *House Armed Services Committee*, Mac Thornberry, s'est dit convaincu par les briefings des agences de renseignement du fait qu'il est nécessaire d'augmenter la présence militaire américaine au Moyen-Orient.

Politico a annoncé jeudi que Patrick Shanahan, qui vient d'être confirmé par Donald Trump (mais pas encore par le Sénat) comme Secrétaire à la Défense actif, Joseph Dunford, Chef d'état-major des armées, Mike Pompeo, Secrétaire d'Etat et Gina Haspel, directrice de la CIA devraient briefer les représentants des deux Chambres sur la situation avec l'Iran en début de semaine.

Ces derniers jours, un plan prévoyant le déploiement de 120 000 hommes dans la région ainsi que des frappes aériennes et une potentielle cyberattaque visant à paralyser les principales villes, les sites militaires et le réseau de distribution d'électricité iraniens aurait été présenté à l'équipe de sécurité nationale du Président par le Pentagone. Ce plan serait mis en œuvre si l'Iran accélérât son programme nucléaire ou attaquait les forces américaines. L'incertitude demeure quant au fait que ce plan ait été présenté directement à Donald Trump, ce dernier niant son existence.



VERS UNE CONFIRMATION DIFFICILE AU SENAT POUR PATRICK SHANAHAN

Alors que Donald Trump a confirmé la semaine dernière qu'il souhaitait que Patrick Shanahan soit titularisé au poste de Secrétaire à la Défense, la confirmation de ce dernier au Sénat risque de ne pas se faire sans heurts. En effet, si les Sénateurs républicains du *Senate Armed Services Committee* devraient tous accorder leur soutien à Shanahan, en particulier depuis qu'il a été blanchi par l'enquête sur des soupçons de conflit d'intérêt, l'opposition démocrate a annoncé que le candidat se verrait soumis à un questionnement nourri. Les membres démocrates du *Senate Armed Services Committee* s'inquiètent en effet des liens de Shanahan avec Boeing, où il a effectué l'essentiel de sa carrière, de son manque d'expérience internationale et également de sa capacité à tenir tête à Donald Trump le cas échéant, en particulier après l'alignement de Shanahan sur la participation financière du Pentagone au financement du mur frontalier. Parmi les autres sujets sur lesquels le Secrétaire à la Défense par intérim pourrait être interrogé figurent : le regain de tensions en Iran dans un contexte de renforcement de la présence militaire américaine dans le Golfe persique, la tentative d'interdiction des militaires transgenres ou l'atténuation des standards environnementaux en matière d'eau à proximité des bases militaires.

Or, ce questionnement pourrait être d'autant plus offensif qu'il sera notamment porté par deux figures démocrates qui sont de potentielles candidates aux prochaines élections présidentielles : Kirsten Gillibrand (New York) et Elizabeth Warren (Massachusetts) ainsi que des élus comme Kamala Harris (Californie) ou Bernie Sanders (indépendant- Vermont).

NOMINATION DU NOUVEAU SECRETAIRE A L'AIR FORCE

L'actuel sous-secrétaire à l'*Air Force* depuis août 2017, Matt Donovan va remplacer Heather Wilson à la tête de l'*Air Force*. Wilson doit quitter ses fonctions le 31 mai pour rejoindre la présidence de l'Université du Texas. Avant de rejoindre ce Secrétariat, Donovan, ancien pilote de *F-15*, a servi comme directeur des politiques du *Senate Armed Services Committee* sous la présidence de John McCain.



US AIR FORCE : NOUVELLES CAPACITES DE COMMUNICATION SATELLITAIRES DURCIES

Le 3 mai, l'US Air Force a pris le contrôle de son quatrième satellite *Advanced Extremely High Frequency (AEHF)* produit par *Lockheed Martin*. Le cinquième satellite devrait être envoyé en orbite en juin. Ces nouveaux satellites marquent une nouvelle étape vers l'établissement de communications à la protection renforcée contre le brouillage. En effet, ces satellites de télécommunications doivent prendre le relais des communications sécurisées de l'armée américaine - mais aussi britannique, canadienne et néerlandaise. Ce système *AEHF* doit remplacer l'actuel système *Milstar (Military Strategic and Tactical Relay)*. Le nouveau système devrait accroître les capacités de communication de l'armée américaine car, selon son producteur, un satellite *AEHF* est aussi efficace que l'ensemble de la constellation du système *Milstar* : avec ces satellites *AEHF*, les militaires américains devraient pouvoir transmettre des vidéos en direct, des cartes des champs de bataille et des données de ciblage. Le vice-président de *Lockheed Martin*, Mike Cacheiro a affirmé que ce système changeait complètement le paradigme en matière de communications sécurisées.

Au-delà des effets d'annonce et de communication, il est vraisemblable que la mise en œuvre de cette nouvelle constellation de satellites devrait durcir les capacités de communication militaire américaines, dans un contexte où les capacités spatiales, militaires et duales, font l'objet d'une compétition accrue, en particulier de la part de Pékin dont les efforts en la matière sont considérables, et les progrès rapides.

BUDGET DE LA DEFENSE ET FINANCEMENT DU MUR : ARBITRAGES EN DEFAVEUR DE L'US AIR FORCE

Alors que le Pentagone va contribuer aux efforts budgétaires de financement de renforcement des infrastructures à la frontière mexicaine à hauteur de 1,5Mds\$, seule l'US Air Force sera affectée au niveau du financement de certains de ses programmes d'équipement. Ce transfert budgétaire est issu pour 818M\$ des budgets de l'Army, de l'Air Force et de la Navy ainsi que pour environ 680M\$ du budget alimentant les opérations extérieures (OCO).

Au-delà des débats sur la validité constitutionnelle de l'activation par le Président du mécanisme permettant l'utilisation de fonds du Pentagone pour financer le mur frontalier, cette manœuvre budgétaire pose la question des conséquences en matière de préparation opérationnelle et de continuité dans les programmes d'équipement. Or, à ce dernier titre, c'est principalement l'Air Force qui est touchée, avec une réduction des ressources affectées à ses programmes spatiaux à hauteur de 210M\$, en particulier le programme *Evolved Expendable Launch Vehicle*, qui finance le



développement de fusées destinées à mettre en orbite des satellites et d'autres engins spatiaux. D'autres programmes importants pourraient être concernés par des retards, des ajournements ou des reprogrammations, notamment la modernisation de l'avion d'alerte avancée/*AWACS E-3 Sentry* (programme *DRAGON*), la modernisation du missile balistique intercontinental (ICBM) *Minuteman III* (alors que la modernisation de l'arsenal nucléaire américain est présentée comme une priorité capitale), des programmes dédiés aux missiles de croisière air-sol ou l'acquisition de missiles air-sol *Hellfire*.

DEUX INTERCEPTIONS AERIENNES EN MER BALTIQUE PAR LA MISSION DE L'OTAN EN ESTONIE

Des chasseurs de l'OTAN ont décollé en urgence à deux reprises en deux jours afin d'intercepter des appareils russes survolant la côte de la Baltique dans le but de rejoindre la base militaire de Kaliningrad. Cette annonce a été faite par le ministre de la Défense britannique car ces interceptions ont été effectuées par des *Typhoons* de la *Royal Air Force* déployés en Estonie dans le cadre de la mission de l'OTAN (en place depuis 2004 dans les trois pays baltes - *Baltic Air Policing*) depuis le mois dernier. Ils sont chargés de surveiller le ciel estonien et de réagir aux approches de l'espace aérien de l'Alliance.

La première interception a eu lieu mardi, avec le soutien de chasseurs hongrois, lorsque deux chasseurs *Sukhoi SU-27 Flanker* russes et un bombardier *Ilyushin Il-22* ont pénétré l'espace aérien estonien. Le lendemain, les chasseurs britanniques ont accompagné la même formation qui retournait en Russie. Depuis le regain de tensions dans la région suite à la crise ukrainienne, les interceptions sont devenues monnaie courante au-dessus des Etats baltes. Mais ces rencontres restent des manœuvres de routine car les pilotes agissent généralement avec calme et professionnalisme selon les RETEX.

POLOGNE : VERS L'ACQUISITION DU F-35 ?

Heather Wilson, Secrétaire de l'*US Air Force* a annoncé qu'à la fin du mois, une délégation américaine devrait se rendre en Pologne pour briefier les Polonais sur le *F-35 Joint Strike Fighter*. Les deux parties devraient discuter du coût d'une telle acquisition mais aussi des nouvelles capacités de combat qu'offrirait le choix de ce chasseur. L'acquisition de ces appareils par Varsovie approfondirait ses relations avec Washington ainsi que son interopérabilité avec l'armée américaine en matière d'équipement avancé. La Pologne cherche à remplacer ses avions datant de l'époque soviétique (*MiG-29 Fulcrum* et *Su-22 Fitter*) et serait prête à acheter 32 *F-35*. Elle pourrait être intéressée par la haute furtivité de l'appareil, qui le rend



difficile à suivre notamment par le système *S-300* russe déployé au nord de la Pologne dans l'enclave de Kaliningrad.

EXERCICE *NORTHERN EDGE 2019* EN ALASKA

Alors que l'enjeu de la préparation d'opérations militaires en environnement arctique voit son importance croître au sein du Pentagone, l'exercice *Northern Edge 2019* a été lancé mardi 14. Cet entraînement d'une durée de 12 jours prend place dans les montagnes et le golfe d'Alaska. Il verra la participation d'environ 10 000 soldats américains issus de l'*Air Force*, de la *Navy*, du *Marine Corps* et de la Garde nationale, 250 aéronefs et cinq navires (le porte-avions USS Theodore Roosevelt, trois destroyers et un pétrolier-ravitailleur). Il s'agit du plus large exercice qui se tiendra cette année en Alaska.

DYNETICS-LOCKHEED VA PRODUIRE UN LASER D'UNE PUISSANCE DE 100 KW POUR L'*US ARMY*

Dans le cadre de la compétition industrielle lancée par l'*US Army* en vue de produire un système d'armes laser d'une puissance de 100 kilowatts, c'est l'alliance entre *Dynetics* et *Lockheed Martin* qui a emporté les faveurs de l'*Army* contre son rival *Raytheon*. L'*Army* a ainsi attribué un contrat d'un montant de 130M\$ au consortium afin de développer un système laser intégré sur un véhicule tactique (*High Energy Laser Tactical Vehicle Demonstrator - HEL TVD*) qui devrait aboutir au test de l'ensemble en 2022 sur le site de White Sands (Nouveau-Mexique).

US ARMY : AVANCEE DU PROGRAMME DE RADAR DE DEFENSE ANTIAERIENNE ET ANTIMISSILE

L'*US Army* a lancé la compétition industrielle en vue de l'élaboration de prototypes pour son futur radar de défense antiaérienne et antimissile. La requête publiée par l'*US Army* mardi 14 porte sur le développement de prototypes de radars destinés au système de défense antiaérienne qui doit remplacer le système *Patriot*. Ce programme, intitulé *Lower Tier Air and Missile Defense Sensor (LTAMDS)*, a connu un démarrage laborieux mais se trouve désormais porté par la priorité accordée par l'*Army* à la défense antiaérienne et antimissile au sein de l'*Army Futures Command* qui centralise les six grandes priorités technologiques de l'*Army*. Il s'agit en particulier d'anticiper le moment où le radar du système *Patriot* ne sera plus en mesure de



détecter l'ensemble du spectre de menaces potentielles. En conséquence, l'un des traits majeurs du cahier des charges pour le nouveau système sera une capacité de détection à 360°, même si l'*Army* semble avoir récemment reculé sur ce point.

Parmi les entreprises qui devraient présenter les capacités de leurs systèmes actuels dans les mois à venir : *Raytheon*, *Lockheed Martin* en partenariat avec l'israélien *Elta Systems* ainsi que *Northrop Grumman*. A l'issue de cette phase, l'*Army* choisira l'un des concurrents qui sera en charge de développer six prototypes d'ici à 2022, avec un contrat portant sur seize systèmes à la clé en cas de succès.



ASIE – PACIFIQUE

CHINE : XI JINPING REJETTE LE « CHOC DES CIVILISATIONS »

Le président chinois Xi Jinping a défendu le dialogue des civilisations cette semaine à l'occasion d'un discours inaugural pour une « conférence sur le dialogue des civilisations asiatiques » rassemblant 47 pays ou organisations internationales. Ce discours survient quelques jours après la mise en place par les Etats-Unis de nouveaux tarifs douaniers sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises et quelques semaines après qu'un haut fonctionnaire américain a décrit la rivalité sino-américaine comme un « combat avec une civilisation très différente ». Plus récemment, Kiron Skinner, directrice de la planification politique du département d'Etat américain, a annoncé dans une intervention remarquée que la Chine était, pour les Etats-Unis, la « première grande puissance concurrente non caucasienne », indiquant le retour d'une vision civilisationnelle de l'opposition entre les deux pays.

Cette approche a été initialement popularisée par Samuel Huntington lorsqu'il s'est avéré nécessaire de trouver une nouvelle grille de lecture pour rendre compte de l'ordre mondial post-Guerre froide des années 90. Affranchi des conflits idéologiques, celui-ci serait donc divisé entre plusieurs aires culturelles organisées autour d'un « Etat phare », des conflits risquant de survenir là où ces aires se rencontrent. La thèse d'Huntington a connu un succès certain mais a ensuite pu être critiquée pour la place insuffisante qu'elle accorde aux relations économiques ou à la nature des régimes politiques dans son explication des relations internationales. Il s'agit par ailleurs d'une vision face à laquelle le discours officiel chinois s'inscrit en opposition complète, lui qui met en avant un discours internationaliste fondé sur les « biens de l'humanité », des coopérations « gagnant-gagnant » d'égal à égal et une « communauté de destin ».

PAKISTAN : UNE ATTAQUE D'UN HOTEL A GWADAR CIBLANT LA PRESENCE CHINOISE FAIT 5 MORTS

L'attaque d'un hôtel de luxe à Gwadar par l'Armée de libération du Balouchistan (ALB), un groupe indépendantiste basé au sud-ouest du Pakistan revendiquant la création d'un Etat indépendant baloutche, a coûté la vie à quatre employés de l'établissement et à un soldat. En revendiquant l'opération, l'ALB a annoncé avoir visé « les Chinois et autres investisseurs étrangers ». Le Premier ministre pakistanais



Imran Khan a dénoncé une tentative de sabotage des projets économiques du pays, le port de Gwadar, opéré par la Chine, étant un élément central du corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), un important projet de construction et de modernisation financé par Pékin dans le cadre de la stratégie des nouvelles routes de la soie qui vise à doter l'ensemble du pays d'infrastructures et de réseaux de communications afin de relier le Xinjiang à la mer d'Arabie.



EUROPE

L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS SUSPENDENT LEUR ENGAGEMENT IRAKIEN

Alors que Washington a retiré d'Irak ses personnels diplomatiques non essentiels, et a fermé son consulat à Bassorah, en alléguant la menace croissante que constituent les groupes pro-iraniens, l'Allemagne et les Pays-Bas ont suspendu leur mission d'entraînement des forces irakiennes. Ces missions pourraient reprendre dans quelques jours, et suivent les déclarations américaines. Un officiel britannique a toutefois contredit le président Trump : la menace liée aux forces pro-iraniennes ne s'intensifierait pas, selon Londres, dans la région.

Dans ce jeu de menaces et de réponses préventives, l'Allemagne et les Pays-Bas suivent donc l'allié américain. Sans doute cette posture vise-t-elle d'une part à mettre sous pression l'Irak, pour qu'il accorde des garanties aux Américains contre les milices pro-iraniennes, et à accréditer le scénario de tensions croissantes avec l'Iran voisin. L'Espagne, pourtant associée à une position très atlantiste, a maintenu sa mission de formation en Irak. La France a fait de même.

FORTE CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RESULTAT NET DE LEONARDO POUR LE PREMIER TRIMESTRE 2018

Au cours des trois premiers mois de l'année, la société italienne Leonardo, spécialisée dans l'industrie aérospatiale et de défense, a réalisé un chiffre d'affaires de 2,7 Md €. La société affiche ainsi une croissance de 11,2 % au regard du premier trimestre 2018. Ses bénéfices nets ont augmenté, eux, de 54,0 %, s'établissant à 77 M €. Le groupe a engrangé 2 518 M € de nouvelles commandes (contre 2 164 M € sur la même période en 2018), essentiellement en matière d'électronique de défense et dans le domaine de la sécurité. Ces nouvelles commandes portent à 36,6 Md € leurs commandes cumulées. En parallèle de ces chiffres, une hausse de 11,7 % de la dette est également à signaler, elle dépasse désormais les 4 Md € (4 016 M €).

Pour rappel Leonardo est le deuxième groupe industriel italien après Fiat. Le groupe public a réalisé en 2018 un chiffre d'affaires de 12,4 Md € et table sur une



croissance en 2019 le portant entre 12,5 et 13 Md €. Alessandro Profumo, administrateur délégué, annonçait en mars dernier l'attente d'une rentabilité à deux chiffres d'ici 2020.

ESTONIE – LA VISION ATLANTISTE ET LA VISION EUROPEENNE S’AFFRONTENT EN MATIERE DE DEFENSE

A quelques semaines des élections européennes, Jüri Ratas, premier ministre de la République d'Estonie (*Eesti Keskerakond* - Parti du centre d'Estonie), a réaffirmé le 8 mai 2019, à Sibiu en Roumanie, l'importance que la coopération en matière de défense à l'échelle de l'Union Européenne revêtait pour l'Estonie. Le premier ministre, qui vient de former un gouvernement après des élections législatives estoniennes marquées par la montée du parti populiste EKRE (qui a recueilli 18% des suffrages en mars dernier), s'exprimait sur l'avenir de l'Europe. Il a rappelé la jeunesse des états baltes et le roman de leur entrée dans l'Union Européenne pour souligner que l'Estonie comptait toujours beaucoup sur cette institution continentale. Dans les exemples pris pour illustrer les défis à venir, Jüri Ratas a parlé à deux reprises de défense et de sécurité, signe que le gouvernement réaffirme placer sa confiance dans la capacité de l'Union Européenne à évoluer pour assurer la sécurité collective.

Si un consensus existe en Estonie autour de l'imminence de la menace russe et de la nécessité de prendre très au sérieux la défense du pays, il subsiste d'importants désaccords sur la manière dont celle-ci doit être assurée. Faut-il s'en remettre exclusivement à l'OTAN ou l'Union Européenne a-t-elle également vocation à jouer un rôle dans la défense de l'Estonie ?

Le premier ministre est menacé à droite par le leader du parti EKRE (*Eesti Konservatiivne Rahvaerakond* - parti conservateur populaire estonien), Mart Helme. Ce dernier se présente ouvertement comme eurosceptique et a cherché à se rapprocher d'autres mouvements partageant cette vision, comme en témoigne la visite qu'il a reçue de Marine Le Pen et de délégués du Front national, ce mardi 14 mai à Tallinn. Mais si le nationalisme et le populisme semblent être de graves menaces pour la survie de l'Union Européenne, ces deux idées ne vont pas de pair, en Estonie, avec la fin de la coopération atlantiste et notamment dans le domaine



militaire. Cette dernière est si importante pour l'Estonie qu'aucun parti ne pourrait raisonnablement défendre l'autarcie militaire.

Pourtant, c'est bien l'objectif à long-terme d'EKRE, qui passe dans l'immédiat par l'augmentation du budget consacré la défense pour atteindre 2,6% du PIB, par l'augmentation du nombre de conscrits et par la remilitarisation de la frontière, dans le but d'atteindre une masse critique pouvant permettre à la république balte de se libérer du joug de l'Union européenne, pour reprendre la terminologie de l'extrême droite. Plusieurs acteurs, pour certains proches d'EKRE, comme Leo Kunnas, qui a rejoint EKRE après avoir été lieutenant-colonel dans l'armée estonienne, tirent la sonnette d'alarme et rappellent que les capacités de défense de l'Estonie sont dérisoires face à la Russie. EKRE est donc favorable à une Estonie plus forte militairement mais avec l'ultime objectif de se défendre seule: l'alliance avec l'OTAN n'étant que de circonstances là où la participation à l'Union Européenne est simplement qualifiée de néfaste.

Contre EKRE, le gouvernement prône le multilatéralisme et la coopération avec l'OTAN, comme le soulignait Kersti Kaljulaid, la présidente de l'Estonie, en début d'année. Car, si aujourd'hui l'Estonie fait partie des bons élèves de l'OTAN et consacre notamment les 2% réglementaires de son PIB à la défense, le projet d'EKRE impliquerait de renoncer à une partie du budget précieuse pour d'autres secteurs comme l'enseignement, ce que peu d'Estoniens sont prêts à accepter. C'est dans ce contexte que les élections européennes vont notamment permettre de dessiner les traits de la politique en matière de défense de l'Estonie, vis-à-vis de l'OTAN et de l'Union Européenne.

ESTONIE - LA GEORGIE VOUDRAIT EMPRUNTER LA VOIE BALTE

Les 16 et 17 mai, Salomé Zourabichvili, présidente de la Géorgie, s'est rendue pour une visite de deux jours en Estonie. Cette visite s'inscrit dans le nouveau programme de réformes menées par le gouvernement géorgien dans les domaines de la sécurité et du droit avec l'objectif de répondre aux critères d'adhésion à l'Union Européenne et à l'OTAN. L'Estonie est dans ce contexte un partenaire privilégié puisqu'immédiatement après avoir gagné son indépendance de l'URSS en 1991, la république balte s'était empressée d'entamer des négociations pour entrer



dans l'OTAN et dans l'Union Européenne. Les négociations ayant finalement été couronnées de succès en 2004 avec l'admission de l'Estonie dans les deux institutions, la république des trois lions a par la suite beaucoup bénéficié de ces adhésions, qui eurent une importance non négligeable dans son développement économique.

Aujourd'hui, l'Estonie entretient des relations poussées avec la Géorgie dans les domaines économiques et de l'éducation: depuis douze ans, pas moins de neuf millions d'euros ont été investis par l'Estonie dans la coopération avec la Géorgie. De plus, Kersti Kaljulaid, présidente de la république d'Estonie, n'a pas manqué d'exprimer de nouveau l'attachement des Estoniens aux Géorgiens à l'occasion de la visite d'une exposition d'art en compagnie de son homologue géorgienne.

Mais surtout, cette visite permet au gouvernement estonien de réaffirmer son soutien à la Géorgie dans ses plaintes pour atteinte à son intégrité territoriale contre la Fédération de Russie. Le 18 mai, la présidente de la Géorgie s'est entretenue avec Jüri Ratas, premier ministre de la république d'Estonie, et ce dernier a fait savoir qu'en plus de soutenir la candidature de la Géorgie pour adhérer à l'Union Européenne et à l'OTAN, il défendrait la position de la Géorgie contre la Russie.

La Géorgie, partage de nombreuses caractéristiques avec l'Estonie, dont une population inférieure à 3,5 millions d'habitants et une situation géopolitique marquée par la présence du grand-frère russe de l'autre côté de la frontière. Cette convergence de situations géopolitiques s'avère donc bien être un puissant levier de coopération.

ROYAUME-UNI : UN NOUVEAU CONTRAT POUR MARTIN BAKER

Le constructeur aéronautique britannique Martin Baker, a remporté plusieurs contrats pour un montant total de 21,5 millions de dollars, rapportait cette semaine le site U.K. defense journal.

Spécialisé dans la production de sièges éjectables, le groupe produira ainsi des kits SKU 10A/A (systèmes d'oxygène de secours renforcés) à destination de la marine américaine - pour un montant global d'environ 18 millions de dollars - ainsi que



pour le gouvernement australien -pour un montant d'environ trois millions de dollars -. La production, qui serait répartie entre les États-Unis (Pennsylvanie) et l'Australie, devrait être achevée en février 2021.

RECRUTEMENTS NAVAL GROUP : JUSQU'AU 12 000 PERSONNES DANS LES DIX PROCHAINES ANNEES

La directrice des ressources humaines de Naval Group, Caroline Chanavas, a annoncé le recrutement de dix ou douze mille personnes dans les dix prochaines années, dans une interview donnée pour le site *Mer et Marine*. Depuis 2017, Naval Group a un solde net positif de ses effectifs à hauteur de 5%. Le groupe compte près de dix huit mille collaborateurs en 2018. *“Le socle France est extrêmement important et le gros des recrutements concernera l'hexagone.”*, annonce Caroline Chanavas.

Le groupe profite d'une dynamique de croissance avec l'octroi de nouveaux contrats sur le plan international, à l'instar d'un contrat de sous-marins australiens. Également, Naval Group peut compter sur de solides programmes avec la Direction Générale de l'Armement et la Marine nationale, tant sur la construction de futurs sous-marins SNLE 3G que l'entretien et la modernisation de navires déjà construits.

Pour rester attractif, Carole Chanavas explique que Naval Group mise sur la haute technologie pour attirer les jeunes ingénieurs : *“Il faut faire savoir aux jeunes que Naval Group est une société moderne et de haute technologie. Nous travaillons sur l'intelligence artificielle, les data centers et le développement logiciel, alors que la production est également très dynamique”*.

La formation est également au coeur du programme de recrutement de Naval Group : *“nous développons des chantiers écoles, qui reproduisent l'environnement des navires pour former les collaborateurs à avoir les bons gestes. Deux chantiers écoles ont été lancés en 2017, cinq autres en 2018 et nous en ambitionnons dix en 2019”*, précise Carole Chanavas.



PROCHE & MOYEN ORIENT

TURQUIE : L'ISOLEMENT SUR PLUSIEURS THEATRES

Cette semaine a vu l'isolement croissant de l'appareil militaire et diplomatique turc, aux prises avec ses contradictions. Premièrement, la volonté de la Turquie de poursuivre ses explorations de forage en méditerranée a poussé le navire *Fatih* à violer la zone économique exclusive chypriote, aux abords de Paphos et de la péninsule d'Akamas, dans la partie Sud-Ouest de l'île. Cette manœuvre a aliéné de la Turquie l'ensemble des acteurs présents dans la région. L'Union Européenne d'abord, que ce soit au niveau de ses institutions et dirigeants, avec Donald Tusk, mais aussi au niveau de ses membres. Ainsi, Angela Merkel a condamné publiquement l'intrusion, et la diplomatie britannique en appelle au droit international. L'Égypte a également condamné la manœuvre. L'ensemble relance aussi les tensions avec le voisin grec dans la mer Egée, comme en témoigne la démarche d'intimidation de la corvette grecque *Krystallidis*, s'étant approchée à 200 mètres du navire *Burgazada* lors de la manœuvre navale planifiée « Loup de mer » (*Denizkurdu*).

Les manœuvres de forage du *Fatih* reconduisent donc sur mer les problématiques du conflit gelé chypriote, à un moment où la diplomatie turque est mise en difficulté en Syrie. En effet, l'offensive sur Idlib par le régime de Damas menace les partenariats mis en place à Astana/Noursoultan et à Sotchi, et souligne aussi l'échec des promesses faites quant au désarmement des rebelles HTS de la zone d'Idlib. Si le ministre de la défense Hulusi Akar a condamné la violation du cessez-le feu ce vendredi, l'armée turque demeure pour l'instant impuissante. La Turquie a donc vu ces dernières semaines l'ensemble des contradictions de ses interventions internationales s'accroître. L'action de la République serait-elle à l'image du mur construit par elle à Afrin, de plus en plus isolée et retranchée ?

LIBYE : UNE GUERRE PAR PROCURATION

Depuis le 4 avril dernier, le maréchal Haftar, dirigeant de l'armée nationale libyenne (ANL), a déclaré la guerre à Tripoli, capitale du Gouvernement de l'Accord national (GNA) reconnue par les Nations Unies. Le front principal des combats est



au Sud de la ville et a peu évolué depuis l'éclatement du conflit. Les belligérants possèdent un arsenal suffisamment développé et puissant pour se repousser l'un l'autre.

Dès 2012, le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté des mesures d'embargo sur les armes létale ainsi que les véhicules et tout autre équipement militaires. Alors que le GNA a été institué par l'ONU, la communauté internationale est très partagée et ne parvient pas à s'accorder. Début mai, l'Allemagne et la France ont par exemple refusé la demande d'Al-Sarraj, Premier ministre du GNA d'exclure Haftar de tous processus politiques futurs au vu des avancées de la situation.

Le GNA et l'ANL bénéficient d'un soutien politique, financier et surtout militaire de l'étranger. Tandis que les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Arabie saoudite ont formulé leur appui au maréchal, le Qatar et la Turquie semblent quant à eux soutenir le GNA.

SYRIE : A IDLIB L'OFFENSIVE PIÉTINE

Cela fait maintenant deux semaines que le régime de Damas a lancé son offensive sur la poche d'Idlib. Depuis la semaine dernière le front reste fixe bien que les bombardements russes – quoique fortement réduits depuis le début des opérations – demeurent quotidiens et ciblés sur les positions défensives jihadistes. La seule avancée notoire s'est faite sur une douzaine de kilomètres autour d'un axe étroit – la route 56 qui va de Qalaat al-Madiq à Jisr al-Shughour – menant vers la plaine du Ghaab. Sur cette route, le village d'Al-Huwayz à été repris.

Les troupes de l'armée arabe syrienne piétinent devant Hobait, village jouxtant Kafr Nabudah, et seule place les séparant de la ville de Khan Shaykoun par laquelle passe l'autoroute M5 (Hama-Alep). L'offensive sur Kabanah – clé de la plaine du Ghaab et unique réel obstacle à la reprise de la ville de Jisr al-Shughour par laquelle passe l'autoroute M4 (Lattaquié-Alep) – n'a pas avancé d'un mètre en deux semaines, et ce malgré des bombardements quotidiens de la place.

La progression des forces loyales à Bachar al-Assad est d'autant plus difficile que les différents groupes jihadistes ainsi que les rebelles syriens ont noué une alliance de circonstance en fin de semaine dernière. Les gains territoriaux du régime sont



d'importance stratégique minime et acquis au prix de violent combats. L'offensive du régime de Damas ressemble fort, pour l'instant, à un échec patent. Le fait que les Russes aient consenti à rencontrer les Turcs et les Iraniens à Ankara le 16 et 17 mai ne fait que renforcer ce constat.



RUSSIE

RUSSIE-TURQUIE : NOUVEAU RAPPROCHEMENT INDUSTRIEL

Recep Erdoğan a de nouveau surpris par ses déclarations lors d'une rencontre avec la jeunesse turque dimanche 19 mai. Le président turc a annoncé que son pays produira, en coopération avec son allié russe, le système de défense anti-aérienne et antibalistique de très longue portée, le S-500. Le directeur de Rostec, S. Chemezov, avait ouvert la voie à cette coopération début mai. Cette déclaration de Recep Erdoğan représente un nouveau revers pour l'OTAN car le S-500 a été pensé comme l'arme de protection contre les avions de 5^{ème} génération ; il est surnommé le « tueur de F-35 » par les Russes. Or les seuls pays détenteurs de ces avions sont, pour l'heure, les Etats-Unis, Israël et le Japon. A l'image de la Belgique, d'autres pays membres de l'OTAN disposeront de l'avion de combat furtif américain.

Aussi la question se pose de savoir contre qui la Turquie se défend-elle, et qu'elle peut encore être sa place au sein de l'OTAN après d'une telle rupture stratégique. La Russie, quant à elle, se félicite de cette coopération, multipliant depuis de nombreuses années les accords de coopération industrielle afin de partager les coûts et de fidéliser ses clients. Cependant, peu de ces projets de coopération sont allés jusqu'au bout à l'image du retrait de l'Inde du projet d'avion de combat furtif de 5^{ème} génération, le Su-57. Le S-500, dont les premiers systèmes devraient être livrés à l'armée russe l'année prochaine, représenterait la version la plus sophistiquée de défense anti-missile avec une surface de protection de 480 kilomètres et plusieurs systèmes de détection radar. En cas de conflit, il serait capable d'engager 10 cibles simultanément. De plus, il serait équipé de nouveaux missiles capables d'atteindre une altitude de 180 kilomètres pouvant détruire les satellites en orbite basse.

Recep Erdoğan a par ailleurs encore soufflé le chaud et le froid sur l'alliance atlantique, déclarant que l'achat des systèmes anti-aériens S-400 était « fait » mais aussi que « tôt ou tard nous [la Turquie] recevrons les F-35s ». Alors que les Etats-Unis ont annoncé ne plus vouloir honorer la livraison de son avion de combat furtif, la Turquie croit pouvoir passer outre. La pression est du côté des Etats-Unis qui, s'ils n'honoraient pas ce contrat, pourrait voir Ankara encore renforcer son alliance avec Moscou avec l'acquisition du Su-57E russe qui pourrait être livré en 2025. Moscou s'est déjà déclarée favorable à cette vente.



RUSSIE/BELARUS : LA RUSSIE AU SALON MILEX 2019

Du 15 au 18 mai s'est tenue la 9ème édition du salon international d'armements et de matériels militaires (MILEX) à Minsk. Y étaient représentés dix pays dont la Fédération de Russie, le Kazakhstan, l'Allemagne, la Pologne, et pour la première fois, l'Afrique du Sud, la Chine ainsi que la Serbie. Environ 170 entreprises y ont exposé leurs produits. A cette occasion, cinq sociétés de défense russes rattachées à Rosoboronexport, exportateur exclusif contrôlé par l'Etat russe, y ont été récompensées, recevant de fait les marques honorifiques de l'exposition internationale d'armes et d'équipements militaires MILEX 2019. Il s'agit de Tekhmash, Uralvagonzavod et de VKO Almaz Antey, fabricant des systèmes de défense antiaérien de nouvelle génération S-400 Triumph.

A l'occasion de ce salon, Moscou a exposé un large panel d'échantillons de produits militaires, dont par exemple le char T-90S, le système antiaérien Tor M2KM, ainsi que l'avion de combat Yak -130, produits suscitant un vif intérêt en Europe centrale et en Eurasie. En effet, début mai, plusieurs chasseurs Yak-130 ont été livrés aux forces aériennes biélorusses. La Russie étudierait le processus de modernisation des chars T-72B pour le compte du ministère de la Défense biélorusse, déjà client. De même, Minsk aurait exprimé sa volonté de se doter des véhicules de défense antiaériens Tor et Pantsir -S1M (ZRPK), utilisés sur le théâtre syrien et dans le Donbass, ainsi que des avions de combats russes et des équipements radars.

L'un des enjeux de ce salon était le renforcement du partenariat stratégique russo-biélorusse dans le domaine de la défense. Les deux Etats entretiennent des relations très étroites, nourries par une dépendance énergétique et économique de Minsk à l'égard de Moscou, renforcée par les sanctions européennes pesant sur le régime de Aleksandr Lukashenko. Minsk et Moscou devraient signer un programme de coopération technico-militaire d'ici juin, afin de pérenniser la coopération de leurs industries de défense.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé, Lucie Haigneré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière